

### Dépenses des administrations publiques par opération économique

Les dépenses publiques ne se limitent pas aux dépenses liées à la production : du point de vue du budget des administrations publiques, il est également tenu compte de opérations économiques telles que la formation brute de capital, le versement des prestations sociales, le versement des intérêts générés par la dette publique et les subventions pour déterminer les dépenses publiques totales. L'analyse de l'ensemble de ces opérations permet de mieux cerner à quels postes les administrations affectent les fonds publics, ainsi que leur aptitude à stimuler la demande.

Les prestations sociales puis la rémunération des salariés représentent en général les dépenses les plus importantes des administrations publiques. En 2013, en moyenne, ces deux postes étaient équivalents à 62.8 % des dépenses publiques totales au sein des pays de l'OCDE, lesquels consacraient, en général, 39.8 % de leurs dépenses totales aux prestations sociales. Il existe toutefois plusieurs différences selon les pays. Les prestations sociales dans des pays tels que l'Islande, Israël, le Mexique, le Canada et la Corée étaient inférieures de 14 à 30 p.p. à la moyenne OCDE. À l'inverse, en Allemagne, la part des dépenses publiques consacrée aux prestations sociales était supérieure de 13.7 p.p. à la moyenne OCDE. De manière générale, les administrations publiques de l'OCDE consacraient 22.9 % de leurs dépenses totales à la rémunération de leur personnel. Bien qu'il s'agisse, en moyenne, du deuxième poste de dépenses, la situation des pays de l'OCDE était contrastée à plusieurs égards. La part de ce poste était supérieure à la moyenne de 14.9 p.p. au Mexique, où elle correspondait à près de 40 % des dépenses totales, et de 9.3 p.p. en Islande, où elle dépassait 32 % des dépenses totales. La consommation intermédiaire était la troisième opération économique et représentait 14.8 % des dépenses publiques totales. Le reste des dépenses publiques se répartissaient entre les dépenses en capital (9.6 % des dépenses totales), les revenus de la propriété (6.9 %, correspondant essentiellement à des paiements d'intérêts) et les autres dépenses courantes et subventions (6 %).

Entre 2007 et 2013, c'est la part des prestations sociales qui a le plus progressé (+3.1 p.p.) au sein des dépenses publiques des pays de l'OCDE. Cette hausse traduit l'impact sur les pays de l'OCDE de l'action menée face aux répercussions sociales de la crise économique telles que la hausse du chômage. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans des pays tels que l'Irlande et l'Espagne (+7.4 p.p. et +7.1 p.p., respectivement). Sur la même période, certains pays de l'OCDE ont néanmoins enregistré une baisse, notamment la Slovaquie, la Grèce et la Hongrie (-5.8 p.p., -1.7 p.p. et -1.5 p.p., respectivement). Cela étant, l'analyse de l'évolution de ce poste sur la période 2013-14 montre que la situation a évolué, avec une augmentation de 7.8 p.p. de la part des prestations sociales.

Entre 2007 et 2013, la part de la rémunération des salariés dans les dépenses totales a nettement diminué au sein des pays de l'OCDE (-1.4 p.p.). En général, les administrations publiques de la zone OCDE ont orienté les rémunérations à la baisse ou réduit le nombre de fonctionnaires pour limiter ce poste de dépenses. En dépit de cette tendance générale, ce poste a gagné en importance dans sept pays de l'OCDE : la Norvège (+1.8 p.p.), Israël (+0.8 p.p.), la République slovaque (+0.7 p.p.), l'Allemagne et le Canada (+0.3 p.p. chacun) ainsi que l'Estonie et la Suisse (progression inférieure à +0.3 p.p.). De la même manière, la part des dépenses en capital dans les dépenses totales a baissé dans la zone OCDE (-1.3 p.p.). Ce sont l'Irlande

et la République tchèque qui ont enregistré les diminutions les plus importantes au cours de cette période (-10.6 p.p. et -4.9 p.p., respectivement) ; tel a également été le cas sur la période 2007-14 (-9.0 p.p. et -4.2 p.p.).

#### Méthodologie et définitions

Les données relatives aux dépenses publiques sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)* ; ce dernier constitue un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). Les dépenses englobent les opérations économiques suivantes : la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, les subventions, les revenus de la propriété (dont les paiements d'intérêts), les prestations sociales (en l'occurrence, les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature et les transferts sociaux en nature fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands), les autres dépenses courantes (essentiellement les transferts courants, mais aussi d'autres dépenses mineures telles que les autres impôts sur la production, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, etc. et l'ajustement pour variation des droits à pension) et les dépenses en capital (transferts en capital et investissements). Toutes ces opérations sont comptabilisées sur une base consolidée à l'échelle de l'ensemble des administrations publiques (c'est-à-dire qu'on procède à une compensation des opérations intervenant entre les différents niveaux d'administration). Le graphique 2.40, « Évolution de la ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique (entre 2007 et 2014) », est consultable à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/888933248447>.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2014a), *Panorama des comptes nationaux 2014*, OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/na\\_glance-2014-fr](http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr).

OCDE (2014b), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société*, OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>.

#### Notes relatives aux graphiques

On ne dispose pas des données relatives à l'Australie, au Chili et à la Turquie. Les données pour la Colombie et la Fédération de Russie portent sur 2012 et non 2013.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/8889332315602>.

## 2.39. Ventilation des dépenses des administrations publiques par opération économique (2013 et 2014 et évolution entre 2007 et 2013)

	Consommation intermédiaire			Rémunération des salariés			Subventions			Revenus de la propriété (intérêts inclus)			Prestations sociales			Autres dépenses courantes			Dépenses en capital		
	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13	2013	2014	Evolution 2007-13
Allemagne	10.6	10.6	1.6	17.5	17.6	0.3	2.0	2.1	-0.3	4.5	4.0	-1.7	53.5	54.3	-0.7	5.0	4.9	1.0	6.9	6.6	-0.2
Autriche	12.8	12.4	0.7	20.9	20.2	-0.3	2.8	2.8	-0.3	4.9	4.5	-1.5	45.2	44.6	2.5	6.5	6.2	0.7	7.0	9.3	-1.9
Belgique	7.3	7.3	-0.3	22.9	23.0	-1.0	5.4	5.3	0.7	5.7	5.7	-2.3	46.2	46.5	1.4	5.0	4.8	0.5	7.6	7.4	0.9
Canada	23.3	23.6	1.2	29.8	30.1	0.3	2.9	2.8	0.1	8.0	7.9	-2.5	22.9	23.2	0.8	2.9	2.9	0.1	10.2	9.5	0.1
Corée	14.2	13.7	-0.4	21.0	21.1	-2.1	0.9	0.9	-0.3	5.6	5.5	-1.0	25.6	26.8	4.6	12.3	12.7	2.3	20.5	19.3	-3.1
Danemark	16.5	16.5	0.4	29.4	29.5	-1.5	3.8	3.9	0.0	3.0	2.7	-0.2	33.9	33.8	0.9	6.3	6.2	-0.3	6.9	7.4	0.8
Espagne	12.0	12.0	-0.9	24.6	24.8	-0.9	2.2	2.4	-0.6	7.4	7.5	3.3	42.7	43.1	7.1	4.0	3.8	-0.1	7.0	6.5	-8.1
Estonie	17.0	17.3	0.2	27.6	28.5	0.2	1.9	1.1	-0.6	0.4	0.3	-0.1	32.2	32.6	3.8	5.2	4.7	0.5	15.7	15.4	-3.8
États-Unis	17.5	..	-0.8	25.8	..	-1.4	0.9	..	-0.1	9.3	..	-0.4	36.8	..	4.9	0.7	..	-0.1	8.9	..	-2.1
Finlande	20.1	20.1	1.1	25.0	24.4	-1.9	2.3	2.3	-0.3	2.2	2.2	-0.8	37.6	38.4	2.2	5.2	5.1	0.1	7.6	7.6	-0.3
France	9.1	8.9	0.2	22.6	22.7	-1.1	3.0	3.9	0.4	4.0	3.8	-1.0	45.1	45.5	1.5	7.0	6.8	0.5	9.1	8.5	-0.4
Grèce	7.6	9.0	-6.5	20.0	24.3	-3.2	2.0	2.1	1.8	6.6	7.9	-3.1	35.0	42.8	-1.7	2.9	3.9	-0.8	25.9	10.1	13.5
Hongrie	15.0	15.7	2.4	20.4	21.1	-2.5	2.7	2.6	-0.1	9.2	8.2	1.1	34.5	32.0	-1.5	6.7	7.1	1.2	11.6	13.3	-0.7
Irlande	11.5	12.0	-2.2	26.2	25.7	-1.9	2.3	2.4	-0.2	10.8	10.4	8.0	40.2	39.4	7.4	4.0	3.5	-0.4	4.9	6.5	-10.6
Islande	25.5	..	0.0	32.3	..	-2.7	3.9	..	-0.3	11.4	..	5.3	16.0	..	2.4	4.3	..	0.1	6.5	..	-4.8
Israël	24.9	..	-0.4	25.3	..	0.8	2.0	..	0.2	9.7	..	-3.0	17.3	..	0.8	12.1	..	0.4	8.6	..	1.2
Italie	11.0	10.9	0.6	20.1	19.8	-1.7	3.3	3.5	0.9	9.5	9.1	-0.7	44.3	45.0	3.5	4.7	4.5	0.0	7.1	7.1	-2.6
Japon	10.1	..	-0.3	14.1	..	-3.1	1.5	..	0.0	5.1	..	-0.4	53.9	..	3.4	3.5	..	0.2	11.8	..	0.2
Luxembourg	8.6	8.4	0.6	18.9	19.1	-0.4	3.9	4.3	-0.5	1.0	0.8	0.3	48.4	48.3	1.1	8.2	8.3	0.9	11.0	10.8	-2.1
Mexique	12.2	..	0.0	37.6	..	-1.4	4.5	..	0.7	7.3	..	-0.4	9.3	..	1.7	11.1	..	2.6	18.1	..	-3.3
Norvège	13.6	13.5	0.2	30.9	30.5	1.8	4.3	4.2	0.1	1.5	1.4	-4.7	34.6	34.5	1.4	5.3	5.7	0.4	9.9	10.3	0.7
Nouvelle Zélande	16.0	..	-0.2	23.5	..	-0.2	0.9	..	0.1	4.4	..	0.2	36.9	..	0.7	6.8	..	0.3	11.4	..	-0.9
Pays-Bas	13.9	13.5	-0.7	19.8	19.7	-0.4	2.6	2.5	-0.4	3.3	3.1	-1.4	48.2	47.9	4.6	4.3	4.9	-0.5	8.0	8.4	-1.2
Pologne	13.9	14.4	0.0	24.4	24.4	0.2	1.6	1.4	-0.6	5.9	4.7	0.8	38.5	38.9	1.5	5.5	5.2	-0.1	10.1	11.0	-1.9
Portugal	11.5	12.0	-0.7	24.8	24.2	-4.6	1.2	1.4	-0.5	9.8	10.1	3.2	40.7	40.2	4.4	5.9	5.5	0.4	6.1	6.6	-2.1
République slovaque	12.7	13.0	-0.8	20.6	20.9	0.7	2.6	2.3	-0.6	4.6	4.6	0.8	46.1	45.7	1.4	4.5	4.0	-0.1	8.8	9.4	-1.5
République tchèque	12.1	11.7	-1.8	17.2	17.0	-0.4	6.4	6.5	2.3	3.2	3.2	0.5	45.5	44.8	3.4	5.2	5.0	0.8	10.5	11.8	-4.9
Royaume-Uni	25.3	25.5	0.1	21.4	21.4	-3.4	1.2	1.3	-0.3	6.3	6.2	1.2	32.2	32.3	3.3	6.2	5.7	-0.3	7.4	7.7	-0.6
Slovénie	11.4	13.4	-1.8	21.0	23.2	-3.6	1.8	1.7	-1.9	4.2	6.5	1.3	32.2	37.0	-5.8	4.7	4.3	-0.2	24.7	13.8	11.9
Suède	15.9	16.0	0.3	23.7	23.9	-1.1	3.1	3.3	0.3	1.8	1.7	-1.7	33.4	33.0	0.7	13.1	13.1	1.1	8.9	9.0	0.4
Suisse	12.9	..	0.3	22.3	..	0.0	10.3	..	-0.6	1.9	..	-1.7	33.5	..	-0.4	6.6	..	1.7	12.5	..	0.6
MP OCDE	14.8	..	-0.3	22.9	..	-1.4	2.0	..	0.0	6.9	..	-0.5	39.8	..	3.1	4.0	..	0.3	9.6	..	-1.3
MNP OCDE	14.4	..	-0.2	23.6	..	-1.2	2.9	..	0.0	5.6	..	-0.1	36.9	..	2.0	6.0	..	0.4	10.7	..	-0.9
Colombie	15.0	..	-0.9	22.3	..	-0.4	0.4	..	0.1	7.3	..	-3.5	33.2	..	2.0	10.9	..	1.0	10.9	..	1.7
Lettonie	17.0	16.8	1.0	25.5	25.4	-3.9	1.6	1.8	-0.6	4.0	3.7	3.0	31.2	30.0	8.3	7.5	9.4	-1.9	13.2	12.8	-5.9
Russie	20.6	..	-0.7	28.1	..	3.4	1.5	..	-0.5	1.6	..	0.3	29.6	..	5.5	5.9	..	-0.5	12.7	..	-7.4

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933348229>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2015**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-en](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Dépenses des administrations publiques par opération économique », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/gov\\_glance-2015-18-fr](https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-18-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).